



N° DP 25/196

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 5 000 € A LA FEDERATION REGIONALE DES OFFICES DE TOURISME PACA

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la commission Attractivité Economique et Développement Numérique du 5 février 2025,

VU le projet de convention, ci-annexé,

CONSIDERANT la demande de participation financière de l'association Fédération Régionale des Offices de Tourisme Provence-Alpes-Côte d'Azur ayant pour objet l'organisation de la 3^{ème} édition de la manifestation « #CMonTheBeach », les 14 et 15 mai 2025, au Palais Neptune de Toulon,

CONSIDERANT que l'association mettra en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de cette manifestation qui participera au rayonnement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée au niveau national,

CONSIDERANT que cet évènement à vocation nationale sur le content marketing et le digital dans le tourisme est organisé tous les deux et s'adresse aux professionnels du tourisme,

CONSIDERANT que l'édition 2025 qui devrait accueillir près de 700 participants est un important levier en termes de retombées économiques et de valorisation de l'image de la Métropole TPM,

CONSIDERANT le caractère exceptionnel de cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SOUTENIR l'association « Fédération Régionale des Offices de Tourisme Provence-Alpes-Côte d'Azur » à hauteur d'un montant maximum de 5 000 € (cinq mille euros) au titre de l'année 2025.

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention de subventionnement, ci-annexée.

ARTICLE 3

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum, ci-dessus attribué.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal 2025, opération 2121, fonction 633, article 65478.

La présente Décision sera

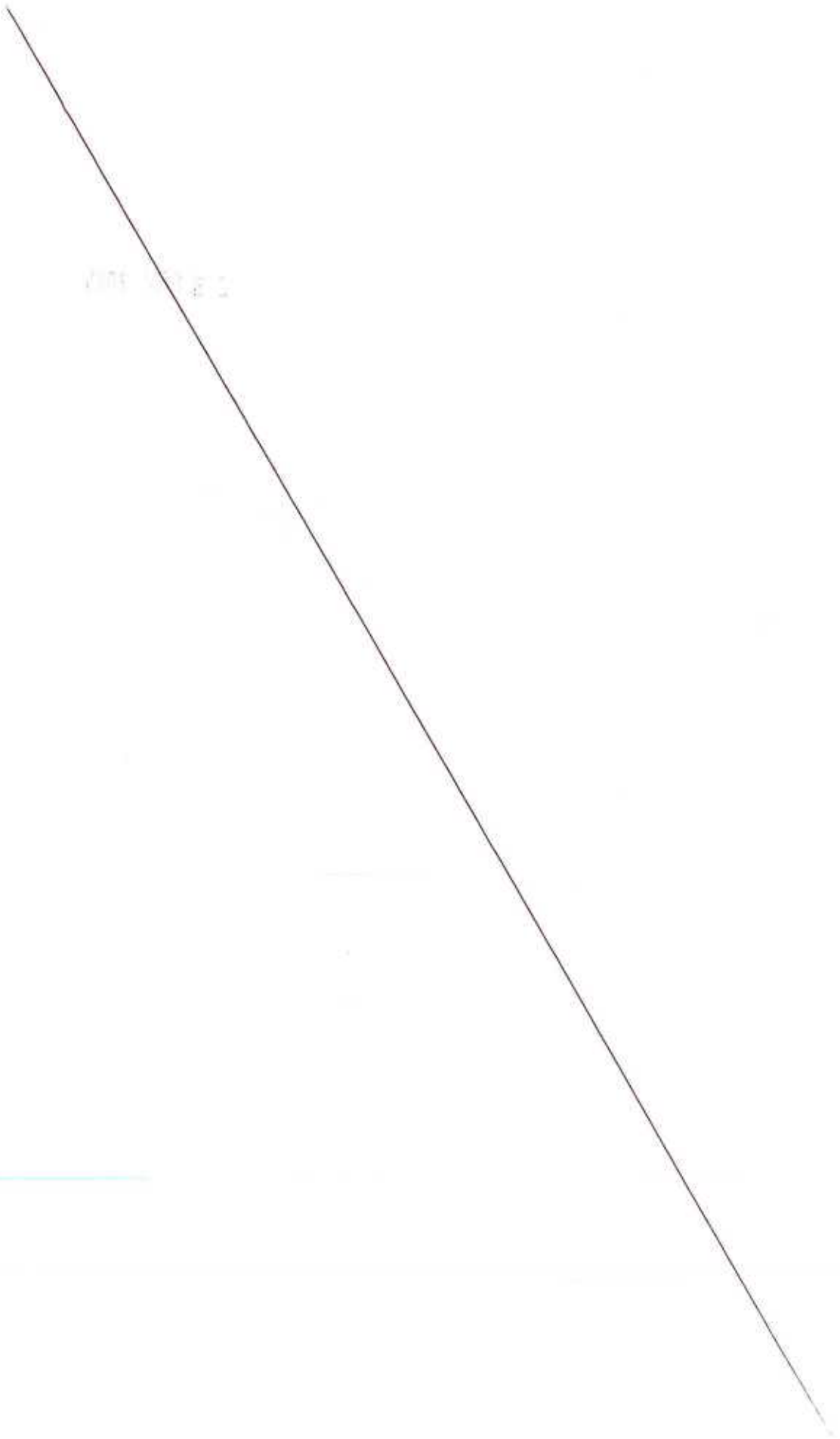
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **2 8 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





Cost vs Time

CONVENTION D'OBJECTIFS

Entre:

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision président n°25/.. en date du.. /.. /2025.

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association Fédération Régionale des Offices de Tourisme Provence – Alpes – Côte d'Azur régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège 300, avenue Giuseppe Verdi, BP 40160 – 13605 Aix en Provence, représentée par son Président, dûment mandaté, Monsieur Christian MOURISARD.

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Fédération Régionale des Offices de Tourisme Région Sud organise les 14 et 15 mai 2025, au Palais Neptune de Toulon, la 3ème édition de la manifestation « #CMonTheBeach ».

Organisé tous les deux ans, cet événement et un rendez-vous incontournable du Content Marketing et du numérique dans le tourisme. Cet événement qui traite spécifiquement du marketing de contenu s'adresse aux professionnels du tourisme (hébergeurs, prestataires d'activités, sites de visite) et à tous ceux qui s'intéressent au content marketing et au numérique dans le tourisme.

Ainsi, en tant que partenaire institutionnel et territoire hôte de l'événement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé d'accorder un soutien financier à la FROT Région Sud pour l'accompagner dans l'organisation de cet événement qui devrait attirer près de 700 participants de la France entière.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association La Fédération Régionale des Offices de Tourisme Région Sud à hauteur de 5 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2025, opération 2121, fonction 633, article 65748.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur environ 1.6 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 5 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 80 % soit 4 000 euros, à la notification de la convention,
- Le solde de 20 %, soit 1 000 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - ✓ Un rapport annuel d'activités,
 - ✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association et par un expert-comptable bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

L'association s'engage à l'issue de la manifestation à transmettre le bilan de l'action, fourni par le service Attractivité et Grands Evénements de TPM.

Ce bilan nécessaire au paiement du solde de la subvention devra être renvoyer accompagné des pièces demandées (affiches, flyer, revue de presse, programme, ...).

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou

pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée d'un an. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction. En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait à Toulon le,

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée
Le Président

Pour la FROT Sud
Le Président

Jean-Pierre GIRAN

Christian MOURISARD

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

Projet :

La Fédération Régionale des Offices de Tourisme Région Sud organise les 14 et 15 mai 2025, au Palais Neptune de Toulon, la 3^{ème} édition de la manifestation « #CMonTheBeach ».

Cet évènement à vocation nationale sur le Content marketing et le digital dans le tourisme est organisé pour les professionnels du tourisme. Il propose 2 jours d'ateliers, de conférences, de plénières ou interviennent des experts métier et des professionnels du tourisme qui viennent partager leur expertise, les bonnes pratiques et les innovations en matière de gestion de contenu marketing et digital indispensable dans les métiers du tourisme. 30 exposants présenteront leurs solutions et innovations en matière de tourisme digital.

| Charges du projet | Subvention sollicitée auprès de la Métropole | Somme des financements publics (affectés au projet) |
|-------------------|--|---|
| 305 405 € | 5 000 € | 85 000 € |

a) Objectif(s) :

Réunir, informer et se faire rencontrer les professionnels du Content marketing et digital dans le tourisme.

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - o Nombre de participants :
 - o Nombre d'intervenants (conférenciers, exposants, experts métier, ...) :
 - o Nombre d'ateliers, conférences,
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Pertinence des sujets abordés :
 - o Qualification et compétence des intervenants :
 - o Taux de satisfaction global des participants :

c) Public(s) visé(s) :

Professionnels du tourisme

d) Localisation :

Ville de Toulon / Palais Neptune

e) Moyens mis en œuvre :

- Partenariat avec les acteurs locaux : Office de Tourisme, Métropole Toulon Provence Méditerranée, ADT, CRT
- Mise à disposition du Palais Neptune
- Campagne de communication

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

| <i>FRAIS</i> | <u>Montant</u> | <i>PRODUITS</i> | <u>Montant</u> |
|--|-------------------|---|-------------------|
| CHARGES DIRECTES | | RESSOURCES DIRECTES | |
| 60 – Achats | 32 035,12 | 70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services | 205 405,00 |
| Prestations de services | - | | |
| Achats matières et fournitures | 31 135,12 | 74- Subventions d'exploitation | 85 000,00 |
| Autres fournitures | 900,00 | État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) | |
| 61 - Services extérieurs | 81 337,73 | - | - |
| Location | 80 017,73 | - | - |
| Entretien et réparation | - | Région(s) : PACA | 75 000 |
| Assurance | 1 320,00 | - | - |
| Documentation | - | Département(s) : Var | - |
| | | - Var Tourisme - ADT | 5 000 |
| 62 - Autres services extérieurs | 192 032,15 | Métropole TPM | 5 000 |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | 96 000,00 | - | - |
| Publicité, publication | 19 305,95 | Commune(s) : | - |
| Déplacements, missions | 76 726,20 | - | - |
| Services bancaires, autres | - | | - |
| | | Organismes sociaux (détailler) : | - |
| 63 - Impôts et taxes | - | - | - |
| Impôts et taxes sur rémunération, | - | Fonds européens | - |
| Autres impôts et taxes | - | - | - |
| 64- Charges de personnel | - | L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-) | - |
| Rémunération des personnels | - | Autres établissements publics | - |
| Charges sociales | - | - | - |
| Autres charges de personnel | - | 75 - Autres produits de gestion courante | - |

| | | | |
|--|-------------------|--|-------------------|
| 65- Autres charges de gestion courante | - | Dont cotisations, dons manuels ou legs | - |
| | - | Aides privées | - |
| 66- Charges financières | - | 76 - Produits financiers | - |
| 67- Charges exceptionnelles | - | 77- produits exceptionnels | 15 000 |
| | | Budget plan d'action FROT Sud | |
| 68- Dotation aux amortissements | - | 76 – Reprises sur amortissements et provisions | |
| CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES | | RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES | |
| Charges fixes de fonctionnement | - | | |
| Frais financiers | - | | |
| Autres | - | | |
| TOTAL DES CHARGES | 305 405,00 | TOTAL DES PRODUITS | 305 405,00 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES | | | |
| 86- Emplois des contributions volontaires en nature | - | 87 - Contributions volontaires en nature | |
| 860- Secours en nature | - | 870- Paralysé | |
| 861- Mise à disposition gratuite de biens et services | - | 871- Prestations en nature | |
| 862- Prestations | - | | |
| 864- Personnel bénévole | - | 875- Dons en nature | |
| TOTAL | | TOTAL | |
| <p>La subvention de 5 000 € représente environ 1.65 % du total des produits :</p> <p>(Montant attribué/total des produits) x 100.</p> | | | |

